

Bibliographie juridique en économie sociale **A social-economy legal bibliography**

David Hiez

Numéro 302, novembre 2006

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021562ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021562ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Hiez, D. (2006). Bibliographie juridique en économie sociale. *Revue internationale de l'économie sociale*, (302), 91–93.
<https://doi.org/10.7202/1021562ar>

BIBLIOGRAPHIE JURIDIQUE EN ÉCONOMIE SOCIALE

par David Hiez

Cette revue bibliographique recense les parutions du premier semestre 2006.

Monographies

Boeraeve C. et Deckers V., *Fiscalité associative : associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif, fondations, sociétés à finalité sociale, associations de fait*, Bruxelles, Bruylant, 2006.

Coipel M., *La société coopérative*, Bruxelles, De Boeck, 2005.

Coopérative d'information et d'édition mutualiste, *Associations et entreprises commerciales*, 2005.

Engels X. (sous la direction collective), *De l'intérêt général à l'utilité sociale : la reconfiguration de l'action publique entre Etat, associations et participation citoyenne*, L'Harmattan, 2006.

Huteau S., *Le contrôle des associations subventionnées*, Territorial éditions, 2006.

Maoui M., *Les associations et le droit des étrangers*, thèse, Perpignan, 2006.

Articles et chroniques

Auzero G., « La responsabilité des associations des services aux personnes », *Lexbase Hebdo-Edition sociale* 2006, n° 205.

Bachelier G., « Quel juge pour engager la responsabilité des administrateurs provisoires d'une mutuelle? », *AJDA* 2006 p. 612

Bakouche D., « Responsabilité des associations sportives pour les dommages causés par leurs membres » (note sous Cass. 2^e civ., 22 sept. 2005), *JCP G*, 2006, II 10000.

Barbieri J.-J., « La position débitrice d'un compte courant d'associé coopérateur ne peut être assimilée à un emprunt » (note sous Cass. 1^{re} civ., 21 févr. 2006), *Dr. rur.* 2006, n° 342, comm. 107.

Barbieri J.-J., « Mutation d'exploitation et contrat de coopération » (note sous Cass. 1^{re} civ., 21 févr. 2006), *Dr. rur.* 2006, n° 344, comm. 167.

Barbieri J.-J., « Organiser l'offre », *Dr. rur.* 2006, n° 340, étude 10.

Barbieri J.-J., « Renouvellement du contrat de coopération » (note sous Cass. 1^{re} civ., 13 déc. 2005), *Dr. rur.* 2006, n° 342, comm. 106.

Bore Eveno V., « La charte de l'environnement ne donne pas en soi intérêt pour agir », *AJDA* 2006, p. 1053.

Brenet F., « Un département est responsable des fautes simples commises dans la gestion d'une association transparente », *AJDA* 2006, p. 656.

Cans C., « Une valse à cinq temps : évolution de la jurisprudence sur la qualité pour agir au nom d'une personne morale de droit privé », *AJDA* 2006, p. 718.

Cauvin M., « L'affaire François Pinault : le droit français des fondations à l'épreuve de la mondialisation », *Droit & Patrimoine* 2006, n° 149.

Colliere Ph., « Situation des personnels des associations reprises en régie par une collectivité territoriale », *AJDA* 2006, p. 1018.

Daigre J.-J., « Association : les personnes morales, comme les personnes physiques, ne peuvent se défaire de leur patrimoine qu'en disparaissant » (note sous Cass. com., 31 janv. 2006), *Bull. Joly* 2006, § 169, p. 814.

Daigre J.-J., « Nul ne peut être membre d'un GIE sans avoir adhéré » (note sous Cass. com., 28 juin 2005), *Bull. Joly* 2006, § 17, p. 108.

Damarey S., « Association non déclarée et gestion de fait », *AJDA* 2006, p. 49.

Damy G., « Les groupements d'affaires européens : une évolution décisive pour le XXI^e siècle », *PA*, 2 janvier 2006, p. 8

- Dassonville E.**, « La réforme des associations syndicales de propriétaires », *JCP A* 2006, 1127.
- Daublou G. et Randoux D.**, « Les conditions d'acceptation des libéralités consenties aux associations et aux fondations », *Répertoire du notariat Defrénois*, 15 janvier 2006, n° 1, p. 3.
- Hiez D.** (sous la direction de), « Chronique de droit coopératif », *JCP E* 2006, 1980.
- Glaser E.**, « La responsabilité du fait de la gestion d'une association transparente ne suppose qu'une faute simple » (commentaire sous CE, 5 déc. 2005), *Droit administratif* n° 2, février 2006, comm. 35.
- Laforge G.**, « La structure de l'offre de service à la personne après la loi du 26 juillet 2005 », *RDSS* 2006, n° 1, p. 5.
- Lahalle T.**, « Association de services aux personnes : détermination de l'employeur » (commentaire sous Cass. soc., 23 nov. 2005), *JCP S* 2006, 1068.
- La rédaction**, « L'égalité de traitement des mutuelles qui accueillent des agents de l'Etat ou de ses collectivités », *AJFP* 2006, n° 1, p. 37.
- La rédaction**, « L'agent d'associations "para-administratives" relève du droit public », *AJFP* 2006, n° 3, p. 122.
- Leborgne-Ingelaere C.**, « La protection sociale des travailleurs bénévoles », *RDSS* 2006, n° 2, p. 322.
- Lucas F.-X.**, « Compte courant d'associé coopérateur » (note sous Cass. 1^{re} civ., 21 févr. 2006), *Dr. sociétés* 2006, n° 6, comm. 87.
- Lucas F.-X.**, « Poursuite d'une association dotée de deux dénominations » (commentaire sous Cass. 2^e civ., 17 nov. 2005), *Dr. sociétés* 2006, n° 1, comm. 2.
- Malaurie-Vignal M.**, « La coopération commerciale ne peut être abordée sous l'angle de la discrimination, car elle ne peut faire l'objet d'un barème » (note sous TGI Nanterre, 15 nov. 2005), *Contrats Concurrence Consommation*, n° 2, février 2006, comm. 27.
- Malaurie-Vignal M.**, « Les accords de coopération commerciale examinés par le Conseil de la concurrence » (note sous Cass. com., 6 déc. 2005), *Contrats Concurrence Consommation*, n° 2, février 2006, comm. 32.
- Picod Y.**, « Notion de consommateur : le critère du rapport direct appliqué à une association », *D.* 2006, p. 238.
- Pongerard-Payet H.**, « Le critère social exprès d'attribution : un cadeau en trompe-l'oeil fait aux élus », *AJDA* 2006, p. 635.
- Rakotovahiny M.-A.**, « Mutuelle et procédures collectives. A propos d'une relation bien singulière », *RTDcom.* 2006, p. 25.
- Rédaction DO**, « Loi d'orientation agricole n° 2006-11 du 5 janvier 2006. Dispositions de droit des sociétés », *JCP E* 2006, 1496.
- Rodriguez K.**, « Association : la méthode du renvoi au droit des sociétés », *D.* 2006, p. 2037.
- Rodriguez K.**, « La pertinence en 2006 du droit des associations : pour un statu quo, un toilettage ou une refonte? », *Bull. Joly* 2006, § 91, p. 447.
- Saint-Jours Y.**, « Les fonctionnaires mis à disposition d'un organisme privé ne relèvent pas du bénévolat », *D.* 2006, p. 487.
- Sortais J.-P.**, « Associations, sociétaires et extensions des procédures collectives » (note sous Cass. com. 5 juillet 2005), *Rev. soc.* 2006, chroniques, p. 182.
- Teysie B.**, « Les accords relatifs à l'implication des salariés dans les sociétés coopératives européennes. Les parties à la négociation », *JCP S* 2006, act. 37.
- Teysie B.**, « Les accords relatifs à l'implication des salariés dans les sociétés coopératives européennes. Le déroulement de la négociation », *JCP S* 2006, act. 47.
- Teysie B.**, « L'implication des salariés dans la société coopérative européenne. Normes subsidiaires : la participation aux organes de direction », *JCP S* 2006, act. 84.
- Willmann C.**, « Observations à propos de la loi relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif », *Lexbase Hebdo-Edition sociale* 2006, n° 220. ●

Abréviations

Act. Prat. Ing. Soc. : *Actes pratiques et Ingénierie sociétaire.*

AJFP : *Actualité juridique Fonctions publiques.*

Bull. Joly : *Bulletin Joly Sociétés, actualité du droit des sociétés.*

CCE : revue *Communication Commerce électronique.*

D. : *Dalloz.*

Dr. rur. : *Revue de droit rural.*

Dr. sociétés : revue *Droit des sociétés.*

JCP A : *La Semaine juridique Administrations et Collectivités territoriales.*

JCP E : *La Semaine juridique Entreprise et Affaires.*

JCP N : *La Semaine juridique notariale et immobilière.*

PA : *Petites Affiches, la loi, le quotidien juridique.*

RDSS : *Revue de droit sanitaire et social.*

Rev. Soc. : *Revue des sociétés.*

RTDcom. : *Revue trimestrielle de droit commercial et de droit économique.*